

Prisonniers de guerre en Bretagne. L'exemple finistérien.

L'importance des prisonniers de guerre en Bretagne et les premières réactions

Pour l'essentiel, les hommes les plus jeunes, mobilisés sur la ligne Maginot ou dans les armées positionnées à la frontière belge, ont été capturés sur le front, en Belgique, dans le Nord et l'Est de la France ou lors de la retraite de leur régiment pendant la guerre éclair des armées du Troisième Reich. Les violents combats ont fait 92 000 morts du côté français dont près de 2 000 soldats finistériens. Dans la période d'effondrement des autorités françaises et de flou de la Wehrmacht qui avance à une vitesse inespérée en mai et juin 1940, il est encore possible de s'évader des Frontstalags : ces camps du Front, improvisés par les vainqueurs, sont au nombre d'une cinquantaine en zone occupée le 24 septembre 1940.

Dans l'urgence, les Allemands internent provisoirement des centaines de milliers d'hommes dans ces Frontstalags de toute la zone nord du pays. À la mi-juin 1940, en Bretagne des milliers de soldats repliés dans la péninsule et les troupes territoriales, plus âgées et mobilisées sur place pour défendre les casernes, les ports et les côtes, sont pris au piège. Du 18 au 23 juin 1940, sans avoir combattu dans la région sauf lors de deux combats de retardement à Guidel (Morbihan) et à Landerneau (Finistère), ces soldats, Bretons ou non, sont parqués sur place dans des Frontstalags à Rennes, à Saint-Brieuc (caserne Charner) à Quimper, Brest ou Crozon, Pont-Scorff, etc.

De nombreux soldats sont en fait internés après avoir volontairement répondu aux injonctions allemandes publiées par la presse régionale. Le 22 juin 1940, un communiqué du commandement allemand publié par *La Dépêche de Brest* « oblige » tous « les mobilisés » à se présenter le lendemain 23 à la caserne du Château à Brest ; les civils qui hébergent des soldats doivent en avertir l'occupant. Le 25 juin, la même opération se déroule à la caserne Taylor à Landerneau et à la caserne de la Tour d'Auvergne à Quimper dans une ville qui compterait 7 000 militaires. Des scènes identiques se déroulent dans toute la région. Certains y vont en tenue civile, parfois accompagnés de leurs proches, car ils pensent qu'ils vont être démobilisés. Même lorsque l'occupant les garde, la plupart pense encore que dans quelques jours ils pourront regagner leur foyer aussitôt l'armistice entré en vigueur. Or, rapidement ces détenus sont transférés vers différents camps de regroupement : Pontanézen à Brest, camp militaire de Coëtquidan dans le Morbihan qui avait abrité des prisonniers de guerre allemands en 1914-1918, Rennes, Choisel-Châteaubriant en Loire-Inférieure. Dans le Morbihan, les PG de Pont-Scorff sont transférés à Hennebont : environ 5 000 aux Haras et 500 dans l'école de Saint-Hervé. Déjà, les visites sont interdites et on ne peut recevoir aucun colis. Les conditions de vie et d'hygiène sont difficiles (sous-alimentation, maladies, dysenterie, saleté et vermine).

La plus grande partie des PG de l'été 1940 a été transférée dans des Oflags et des Stalags en Allemagne, puis certains ont été libérés, surtout en 1941, mais d'autres, les plus nombreux, sont restés derrière les barbelés jusqu'en 1945. En 1940, 1 850 000 soldats français sont tombés dans les griffes de l'ennemi dont 1,6 million a été envoyé en Allemagne. Avec environ 137 000 PG la Bretagne a payé un lourd tribut, d'autant plus élevé que les régiments de ruraux bretons avaient été affectés dans l'armée de terre (infanterie et blindés). En juin 1940, les chiffres s'échelonnent de 35 000 hommes pour le Morbihan à environ 30 000 pour le Finistère et l'Ille-et-Vilaine, de 27 000 pour les Côtes-du-Nord à 15 000 seulement pour la Loire-Inférieure car ce département plus industrialisé a eu beaucoup d'ouvriers mobilisés comme affectés spéciaux dans les usines travaillant pour la Défense nationale et donc moins d'hommes capturés au combat.

Selon certains témoignages, il semble que les PG bretons ont été regroupés dans des baraques à part dans les Stalags entre juin et août 1940 comme à Sagan au VIII C. Les nationalistes bretons du PNB promettent aux prisonniers une libération en échange d'un engagement dans ce mouvement, voire dans l'armée ou la milice (?) du futur État breton à naître mais qui ne verra jamais le jour puisque leurs protecteurs allemands n'en veulent pas. La grande masse des PG bretons rejette cette « offre » perçue comme une trahison de ceux qu'on appelle les Breiz Atao.

En 1941, après l'achèvement des transferts en Allemagne, il ne reste plus que deux Frontstalag en Bretagne, celui de Rennes (F 133) et celui de Quimper (F 135), auxquels on peut ajouter dans l'Ouest ceux de Laval, de Saumur et de Luçon (F 132, 181 et 232) selon les sources vichystes. De 50 en 1940, il en reste huit le 7 avril 1942 dont le F 133 de Rennes qui regroupe ceux de Quimper, de Savenay, de Laval et de Saumur. Ces camps ont souvent été affectés à d'autres internés ou à des PG des troupes coloniales.

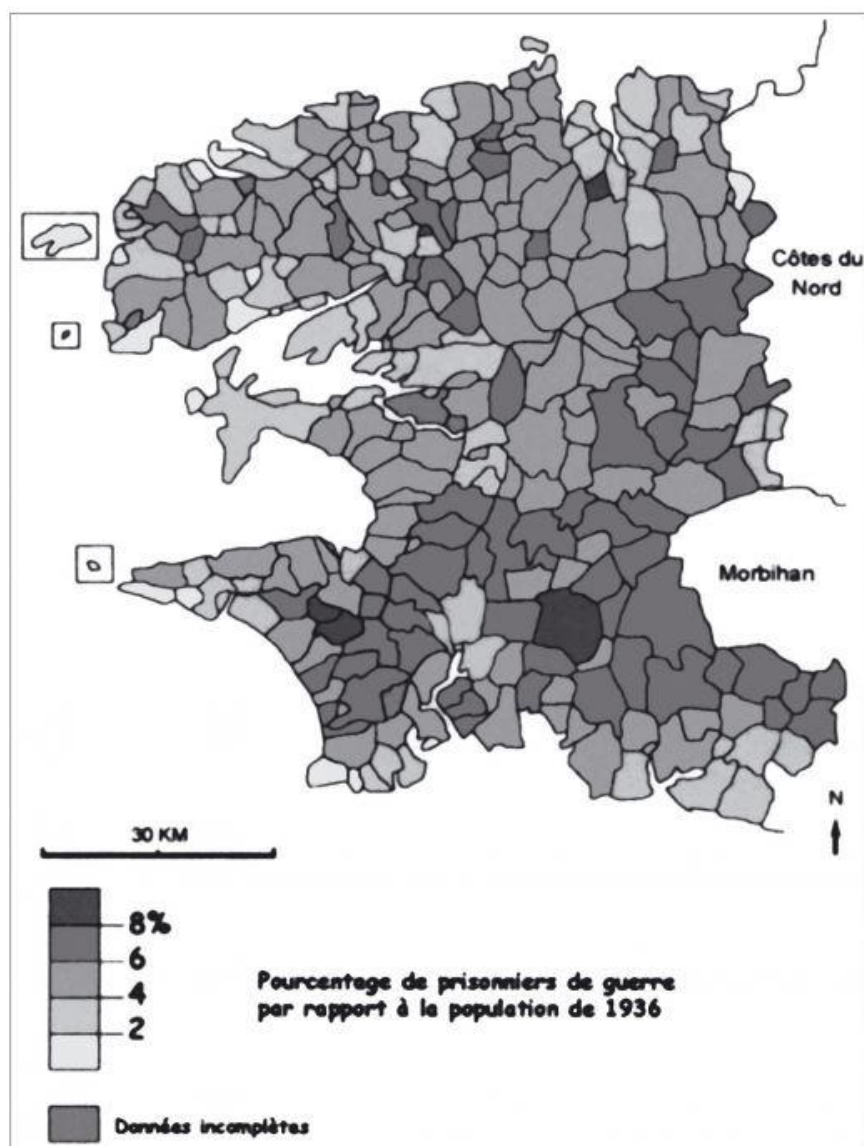
Mais la présence pendant plusieurs mois d'internés dans la région va permettre de développer des actions de solidarité avec les prisonniers et de mettre en place les chaînes d'évasion, ce qui est l'une des premières manifestations de la résistance pré-organisationnelle en Bretagne. Il s'agit d'actions plus ou moins spontanées comme le prêt de vêtements civils, l'hébergement d'évadés ou l'ébauche de filières d'évasion au-delà de la ligne de démarcation.

Sociologie et identité des prisonniers de guerre finistériens

L'étude de la géographie communale des PG finistériens indique de fortes disparités qu'il n'est pas aisé d'expliquer. Parmi les moins touchés, l'Île de Molène (8) et l'Île de Sein (9) ne comptent que 1,28 et 0,68 % d'hommes en Allemagne. Mais beaucoup de marins sénéens sont en Angleterre dans la France libre après le départ de 133 hommes valides les 24 et 26 juin 1940.

À l'autre extrémité, la déplorable palme revient à Pouldergat dans le canton de Douarnenez qui totalise 13,74 % de PG. Cinq communes dépassent les 8 % de PG mais 2/3 des communes se situent dans la fourchette des 4 à 8 %. Pour l'Île de Sein et Molène, la mobilisation des pêcheurs dans la Marine nationale est assurément un facteur explicatif car la plupart des communes littorales ayant de nombreux inscrits maritimes ont des taux inférieurs à la moyenne départementale, souvent autour de 2 %. En revanche, les populations rurales de l'intérieur sont plus lourdement touchées, ce qui n'est pas surprenant compte tenu de leur mobilisation aux frontières ou dans les casernes et les villes du Finistère. En revanche, l'analyse de la carte fait apparaître une plus forte densité de prisonniers dans les communes situées au sud d'une ligne Plozévet-Guerlesquin (Pays bigouden-sud du Trégor). Aucun élément rationnel ne permet d'expliquer cette nette différence si ce n'est les hasards et les

aléas de la guerre dépendant du positionnement géographique des régiments lors de la bataille de France, voire les réactions du commandement sur le terrain.



Répartition géographique des prisonniers de guerre du Finistère.

La comparaison des dix communes rurales les moins peuplées qui ont une moyenne de 4,53 % de PG avec les dix plus importantes, c'est-à-dire les principales villes, 2,49 %, font apparaître des différences qui tiennent sans doute aux lieux et aux types de mobilisation. Ainsi, Brest (79 342 habitants en 1936), port de guerre avec ses marins et ses ouvriers de l'arsenal mobilisés comme affectés spéciaux, n'a-t-elle que 1 % de PG (791) alors que Quimper en a 3,18 %.

Un corpus de 2 862 prisonniers de guerre finistériens concernant plusieurs communes permet de préciser leur sociologie. En ce qui concerne l'âge, sur 2 494 cas la fourchette va de 16 à 58 ans, les prisonniers les plus âgés (au-delà de 45 ans) étant surtout des militaires de carrière (officiers, sous-officiers) ou de réserve. La moyenne d'âge des PG du Finistère est de 30,64 ans en 1940, ce qui correspond à celle du Loiret, et sans surprise 65,2 % d'entre eux se situent dans la tranche des 25-35 ans. Cette structure par âge est comparable aux données nationales recueillies par questionnaires par Yves Durand. La situation familiale peut être précisée à partir d'un échantillon de 2 311 prisonniers : 60,01 % des prisonniers finistériens

sont mariés (57,02 % dans l'échantillon national). La moitié du corpus, 1 164 PG (51,8 %) a des enfants. L'absence du père va marquer durablement ces familles.

Un recensement de la fin 1942 portant sur 23 765 PG finistériens permet de préciser la composition socio-professionnelle des détenus en Allemagne et de la comparer avec les données nationales d'Yves Durand portant sur un peu plus de un million de prisonniers. Certaines catégories socio-professionnelles sont surreprésentées mais elles correspondent à la structure de l'emploi du département. C'est le cas du secteur agricole (forêt, agriculture, élevage) qui est privé de 13 505 hommes et constitue 56,83 % des PG finistériens pour une moyenne nationale de 31,23 %. C'est aussi le cas des pêcheurs (0,59 % contre 0,06 %), il est vrai peu nombreux : 140 sur un total national de 662. En revanche, les ouvriers et employés des industries ou les professions libérales sont sous-représentés alors qu'il y a une légère surreprésentation des « forces militaires » (959, 4 % du total contre 3,21 au niveau national). L'écart n'est pas significatif et, nous l'avons vu, les marins ne sont guère concernés. Il est probable aussi qu'un certain nombre de militaires ont déjà été libérés et rapatriés en 1941 et 1942.

Les sources permettent de préciser les Stalags dans lesquels ont été internés 2 333 PG finistériens et elles confirment que certains camps ont servi à rassembler des prisonniers de guerre originaires de Bretagne travaillant principalement dans des kommandos. 30 % des Finistériens se sont retrouvés dans cinq camps. En tête arrive le Stalag IX B de Wegscheide en Hesse (13 000 hommes, 9 % des Finistériens y séjournent), considéré comme « un réservoir de Bretons », suivi du IV D de Torgau (7 %), des VIII C de Sagan et XVII B de Gneixendorf (5 % chacun) et du III A de Luckenwalde (4 %). En plus, 72 officiers de cet échantillon (2,99 % du total) ont été détenus dans des Oflags (60 % dans quatre camps). Ce regroupement relatif des Bretons, souhaité au début de la captivité par les séparatistes du PNB, a permis de développer un minimum de solidarité et de maintenir une identité régionale forte dans le cadre d'un attachement au patriotisme français et souvent au maréchalisme. En outre, tout au long de leur captivité les PG cultivent leur attachement à la culture et à l'identité bretonne. Des photographies prises dans plusieurs camps montrent des pièces de théâtre avec des scènes de la vie quotidienne de la région (des acteurs habillés en bretonne portant la coiffe) ou des fêtes bretonnes en habits de marins. À la Pentecôte 1942, les autorités allemandes autorisent une Fête des Provinces mettant en avant le folklore régional dans le Stalag XI B de Fallingbommel. Expositions, conférences, lectures de contes, cours de langue bretonne entretiennent le souvenir du pays de même que la pratique de la langue pour les bretonnants notamment dans des chorales et lors de danses traditionnelles. La création artistique : écriture, dessin, peinture entretient aussi le souvenir vivace de la « petite patrie ». Cette solidarité régionale, voire régionaliste, qui n'a rien de spécifique, aide certainement les prisonniers bretons à supporter la séparation, l'ennui, la dépression, voire les difficultés matérielles et morales de la captivité, renforcée pour certains par la foi et l'attente d'une libération lorsque le sort des armes devient de plus en plus favorable aux Alliés.

Vichy, et les prisonniers de guerre

Malgré les changements des équipes au pouvoir, de Laval (1940) à Darlan (1941-1942) et Laval (1942-1944), avec des nuances et des inflexions de Montoire à la signature des protocoles de Paris (juin 1941) et à la Relève (1942), la politique de collaboration d'État avec le Reich ne cesse de s'approfondir. L'une des justifications avancées par le maréchal Pétain dans ses discours est précisément de soulager les PG et d'obtenir la libération du plus grand nombre.

Dans la France de Vichy une importante bureaucratie en charge des PG se met en place en 1940-1941, articulée autour d'un Commissariat général aux PG et aux familles de PG avec un Centre national d'information et un Comité central d'assistance créé en juillet 1940 qui animera 12 000 comités locaux dans les départements. Le Secours national préexistant doit coordonner les opérations d'aide en dehors de la Croix-Rouge et, dans chaque département, on doit créer des maisons du prisonnier. Ces organismes organisent des fêtes et des spectacles (arbres de Noël, séances de cinéma, matches de football...) au profit des captifs et aident les familles à envoyer des colis.

La mission de propagande en faveur du régime va de pair avec l'accueil et la réinsertion des prisonniers libérés. Des notables pétainistes ou au moins maréchalistes animent ces bonnes œuvres qui développent des sociabilités fortes dans une région occupée et mobilisent l'ensemble de la population. En même temps, malgré les pénuries croissantes, les familles font de gros efforts pour l'envoi de colis familiaux dans les camps.

	Taxations	Départs effectifs	Défaillants	PG libérés
Côtes-du-Nord	1 100 puis 978	685 à 780 79,9 %	20,1 %	250 au plus
Finistère	1 696	997 58,7 %	41,3 %	426
Ille-et-Vilaine	1 112			
Désignés (1)	926	446 40,1%	59,9 %	
Morbihan				
Convoqués	593	429 72,4%	27,6 %	376
Total		2 852		

Application de la relève en Bretagne en 1942.

La question des prisonniers de guerre et de la Relève traduit un échec patent de la Révolution nationale et de son impact sur la société bretonne même si le troc de un pour trois semble avoir été globalement respecté (Côtes-du-Nord) et même de un pour deux (Finistère). Les préfets ont voulu faire des PG rentrés le fer de lance de la collaboration franco-allemande comme le leur demandent un représentant de la Feldkommandantur à Quimper et les propagandistes du régime.

De fait, près de 931 000 prisonniers de guerre français (51,3 %) restent détenus en Allemagne jusqu'en 1945 et c'est leur souffrance qui va marquer leur mémoire et celle de leurs proches. Quelques-uns ne rentreront pas. Dans le Finistère, au 30 octobre 1943, on a recensé 162 PG décédés en Allemagne (0,5 %) mais on ignore le nombre total en 1945. Dans le Morbihan, 332 PG sont morts en Allemagne soit environ 1 % des captifs de l'été 1940. Deux communes ont été particulièrement éprouvées par ces pertes : l'Île de Sein (3 sur 9, 1/3) ; Plougastel-Daoulas (55 sur 204, un sur quatre).

Source : « La captivité des prisonniers de guerre. Histoire, art et mémoire 1939-1945 ». Presse Universitaire de RENNES.
Extraits de l'article de Christian BOUGEARD & Nathalie CARIOU.